

**CABINET GRANGÉ & ASSOCIÉS**

C.G.A. S.A.R.L.

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

COMPAGNIE DE PARIS

CAPITAL 100.000 €

R.C.S. PARIS 399 489 871

20, BOULEVARD MALESHERBES

PARIS 8E

TÉLÉPHONE : 01 42 65 37 44

bgrange@cabinetgrange.com

**DIETSWELL**

Société Anonyme au capital de 5 303 475 €

1 rue Alfred Kastler

78280 Guyancourt

428 745 020 RCS Versailles

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR L'EMISSION DE BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS, AVEC  
SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION  
AU PROFIT D'UNE CATEGORIE DE PERSONNES**

**Assemblée Générale du 23 mars 2018  
(12<sup>ème</sup> résolution)**

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société, et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'Administration de la compétence de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'un nombre maximum de 1 000 000 bons de souscription d'actions ordinaires (« BSA »), au profit d'une catégorie de personnes opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette émission est réservée à la catégorie de personnes suivante : (i) de membres et censeurs du conseil d'administration de la Société en fonction à la date d'attribution des bons n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales ou (ii) de personnes liées par un contrat de services ou de consultant à la Société ou à l'une de ses filiales ou (iii) de membres de tout comité mis en place par le conseil d'administration ou que le conseil d'administration viendrait à mettre en place n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales ou (iv) des salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales ne remplissant pas les conditions légales nécessaires à l'attribution d'option de souscription ou d'achat d'actions.

Un nombre maximum de 1 000 000 bons de souscription d'actions ordinaires pourront être émis donnant chacun droit à la souscription d'une action ordinaire de la Société d'une valeur nominale de 1 euro, étant précisé que ce nombre s'imputera sur le plafond global prévu à la 15<sup>ème</sup> résolution de la présente assemblée, soit un total de 1 000 000 actions représentant environ 19 % du capital social.

Chaque BSA est susceptible de permettre la souscription d'une action ordinaire d'une valeur nominale de 1 euro à un Prix d'Exercice, déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution des BSA et au moins égal (i) à la moyenne pondérée par les volumes des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'Administration d'attribuer les BSA, éventuellement diminuée d'une décote qui ne pourra excéder 20 % ou (ii) au prix minimum prévu, le cas échéant, par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 18 mois la compétence pour décider une émission. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

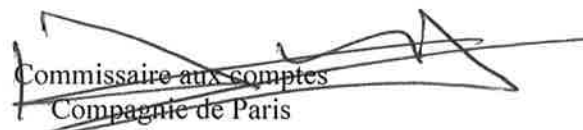
Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'Administration.

Fait à Paris, le 7 mars 2018

C.G.A. SARL

Benoît GRANGÉ

  
~~Commissaire aux comptes~~  
~~Compagnie de Paris~~